

# NFFN 95.5 – Long term departmental plans to manage asylum claimants

IRCC's response to a request for information made by the  
Standing Senate Committee on National Finance on April 10, 2024

## Question

**Senator Smith:** To Ms. Manseau with IRCC, I know Senator Carignan asked you some questions on the programs for temporary accommodation, et cetera. You discussed the Interim Housing Assistance Program, as well as funding for temporary accommodations for asylum seekers.

We are looking for the permanent solutions that you're trying to find. You talked about permanent solutions. Where are you with the permanence? It's great to have the temporary housing of people in hotels, et cetera. You have a lot of money set out for it, but what about the permanent solutions? It's all sort of floating in midair when you're talking about the temporary stuff. Where are you with your permanent solutions in terms of addressing asylum seekers and registered people who are immigrating to Canada?

**Ms. Manseau:** You're right. The funding that we're currently seeing in the Supplementary Estimates (C) is a temporary solution. The department is currently looking at longer-term solutions to address the asylum seekers.

**Senator Smith:** If you can dig up some more concrete answers to that and give it to us in writing, we would be highly appreciative of that. I didn't mean to put you on the spot.

**Ms. Manseau:** We'll be able to do that, yes.

**Senator Smith:** Thank you so much.

## Response

The Government of Canada remains committed to working with all orders of government to find long-term, sustainable, and cost-effective solutions to meet the housing needs of asylum seekers and prevent them from experiencing homelessness.

Historically, asylum claimants were expected to secure their own housing, and when they could not, they accessed provincial and municipal shelter systems. Since 2017, however, due to the higher volume of claimants arriving to Canada, the Government of Canada has expended approximately \$1.76B to help address the interim housing needs of asylum claimants.

This includes approximately \$960M in federal funding through the Interim Housing Assistance Program to support provinces and municipalities, on a cost-sharing basis, in responding to these pressures, as well as \$796.5M on operating hotels to provide temporary accommodations to claimants.



# NFFN 95.5 – Long term departmental plans to manage asylum claimants

IRCC's response to a request for information made by the  
Standing Senate Committee on National Finance on April 10, 2024

In Budget 2024, the federal government indicated its intent to continue to support jurisdictions while shifting focus towards permanent approaches, proposing \$1.1B over three years, starting in 2024-2025, to extend the Interim Housing Assistance Program.

This investment offers the opportunity to renew the program in a way that better responds to the needs of jurisdictions, who are on the front line providing shelter and services, and to transition the department's response towards more effective and sustainable solutions.

Towards this end, and to ensure that federal funding builds on investments from partners, Interim Housing Assistance Program funding in 2026-2027 will be conditional on provincial and municipal investments in permanent transitional housing solutions for asylum claimants.

Over the next several months, departmental officials will work closely with jurisdictions to seek their feedback on the renewal of the program, and how it can emphasize permanent, sustainable solutions to addressing the housing needs of asylum claimants.

This funding is part of the broader suite of initiatives recently announced in response to the current housing crisis as a part of Canada's Housing Plan, including long-term measures aimed at increasing the supply of affordable housing and helping communities end homelessness.



# NFFN 95.5 - Plans départementaux à long terme pour la gestion des demandeurs d'asile

Réponse d'IRCC à une demande d'information présentée par le  
Comité sénatorial permanent des finances nationales le 10 avril 2024

## Question

**Le sénateur Smith :** Ma question s'adresse à Mme Manseau d'IRCC. Le sénateur Carignan vous a posé des questions entre autres sur les programmes d'hébergement temporaire. Vous avez parlé du Programme d'aide au logement provisoire et du financement de l'hébergement temporaire pour les demandeurs d'asile.

Nous voulons savoir quelles sont les solutions permanentes que vous comptez mettre en œuvre. Vous avez parlé de solutions permanentes. Où en êtes-vous dans ce dossier? C'est bien de fournir de l'hébergement temporaire dans les hôtels et ailleurs. Vous affectez beaucoup d'argent à cette forme d'aide, mais qu'en est-il des solutions permanentes? Nous sommes un peu dans les limbes avec les solutions temporaires. Qu'en est-il des solutions permanentes destinées aux demandeurs d'asile et aux personnes enregistrées qui immigreront au Canada?

**Mme Manseau :** Vous avez raison. Le financement indiqué dans le Budget supplémentaire des dépenses (C) est affecté aux solutions temporaires. Le ministère se penche en ce moment sur des solutions à long terme pour les demandeurs d'asile.

**Le sénateur Smith :** Si vous pouviez fournir des réponses plus concrètes par écrit, nous vous serions très reconnaissants. Je ne voulais pas vous mettre sur la sellette.

**Mme Manseau :** Oui. Nous allons vous transmettre des réponses par écrit.

**Le sénateur Smith :** Merci beaucoup.

## Réponse

Le gouvernement du Canada reste déterminé à collaborer avec tous les ordres de gouvernement pour trouver des solutions à long terme, durables et rentables afin de répondre aux besoins des demandeurs d'asile en matière de logement et d'éviter qu'ils ne se retrouvent dans une situation d'itinérance.

Historiquement, les demandeurs d'asile étaient censés trouver leur propre logement et, lorsqu'ils ne le pouvaient pas, ils avaient accès aux systèmes de refuge provinciaux et municipaux. Depuis 2017, cependant, en raison du nombre plus élevé de demandeurs d'asile arrivant au Canada, le gouvernement du Canada a dépensé environ 1,76 milliard de dollars pour aider à répondre aux besoins d'hébergement temporaire des demandeurs d'asile.

Ce montant comprend environ 960 millions de dollars de financement fédéral par l'intermédiaire du Programme d'aide au logement provisoire pour aider les provinces et les municipalités, selon le principe



# NFFN 95.5 - Plans départementaux à long terme pour la gestion des demandeurs d'asile

Réponse d'IRCC à une demande d'information présentée par le  
Comité sénatorial permanent des finances nationales le 10 avril 2024

du partage des coûts, à répondre à ces pressions, ainsi que 796,5 millions de dollars pour les activités hôtelières afin de fournir des logements temporaires aux demandeurs d'asile.

Dans le Budget de 2024, le gouvernement fédéral a indiqué son intention de continuer à soutenir les provinces et territoires tout en se réorientant vers des approches durables et permanentes, en proposant 1,1 milliard de dollars sur trois ans, à partir de 2024-2025, pour prolonger le Programme d'aide au logement provisoire.

Cet investissement permet de renouveler le programme de manière à ce qu'il réponde mieux aux besoins des administrations, qui jouent un rôle de premier plan dans l'offre d'un refuge et de services, et de faire la transition de l'intervention du Ministère vers des solutions plus efficaces et durables.

À cette fin et afin de garantir que le financement fédéral s'appuie sur les investissements des partenaires, le financement du Programme d'aide au logement provisoire en 2026-2027 dépendra des investissements provinciaux et municipaux dans des solutions de logement transitoire permanent pour les demandeurs d'asile.

Au cours des prochains mois, les agents ministériels collaboreront étroitement avec les représentants des administrations afin d'obtenir leurs commentaires à l'égard du renouvellement du programme et de la façon dont il peut mettre l'accent sur des solutions permanentes et durables qui répondent aux besoins des demandeurs d'asile en matière de logement.

Ce financement fait partie d'un ensemble plus large d'initiatives récemment annoncées en réponse à la crise actuelle du logement dans le cadre du Plan du Canada sur le logement, y compris des mesures à long terme visant à augmenter l'offre de logements abordables et à aider les communautés à mettre fin à l'itinérance.

